

# Les pays de l'ALBA dénoncent à leur tour l'ingérence des « Contrats » en Syrie

RÉSEAU VOLTAIRE | 6 FÉVRIER 2012

ENGLISH



**D**ans un **communiqué** publié en marge du XI<sup>ème</sup> sommet de l'organisation, les 9 États membres de l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) ont rejeté ce dimanche la « *politique systématique d'ingérence et de déstabilisation* » qui cherche à « *imposer par la force un changement de régime au peuple Syrien* ».

La résolution des membre de l'ALBA condamne « *les actes de violence armée que des groupes paramilitaires appuyés par des puissances étrangères on lancé contre le peuple syrien* ».

Les chefs des États membres de l'organisation d'intégration latino-américaine ont manifesté leur soutien à la « *politique de réforme nationale initiée par le Gouvernement du président Bashar al-Assad, qui cherche à trouver une solution politique à la crise actuelle* », « *dans le respect de la souveraineté du peuple syrien et de l'intégrité territoriale de la Syrie* ».

Les États atlantistes et du Golfe, ainsi que leurs relais de communication, accusent le gouvernement syrien de réprimer dans

le sang une contestation pacifique. Au contraire, le gouvernement syrien affirme que ces mêmes pays occidentaux soutiennent des groupes armés qui mènent des opérations de sabotage dans le pays, ayant entraîné la mort de plusieurs milliers de citoyens, civils et militaires. Les observateurs de la Ligue arabe ont invalidé les accusations de leurs propres gouvernements et ont partiellement validé le point de vue syrien.

Bien que le cynisme qu'implique la mise en œuvre d'une stratégie de déstabilisation puisse laisser les Européens incrédules, il n'en est pas de même pour les latino-américains. Là-bas l'épisode des « *Contras* » est encore dans toutes les mémoires, et le parallèle avec la situation syrienne est immédiat.

Ces groupes armés (en espagnol : « Contre-Révolutionnaires ») avaient été soutenus et entraînés d'abord par la dictature Argentine, en tant que sous-traitant, puis directement par les administrations Carter et Reagan pour renverser le gouvernement socialiste du Nicaragua durant les années 80. Ils opéraient des raids contre l'économie et la population du Nicaragua à partir de bases arrières situées au Honduras.

Le bilan de cette fausse guerre civile organisée par les États-Unis contre un État et un peuple souverains est estimé à 57 000 victimes, dont 29 000 morts.

Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et du CCG, eux, multiplient les déclarations à l'encontre de la Syrie, à leurs yeux « *plus isolée que jamais* ».

---

Source : « Les pays de l'ALBA dénoncent à leur tour l'ingérence des « Contras » en Syrie », *Réseau Voltaire*, 6 février 2012, [www.voltairenet.org/a172646](http://www.voltairenet.org/a172646)